

ANNEXE

SEUILS MINIMAUX DE SERVICES ÉDUCATIFS À DISTANCE

	Heures d'enseignement ou d'activités de formation et d'éveil par semaine	Heures de travail autonome fourni par l'enseignant par semaine par élève	Heures de disponibilité de l'enseignant par jour ou par semaine pour répondre aux besoins des élèves
Préscolaire	11,5 heures d'activités de formation et d'éveil en groupe 11,5 heures d'activités de formation et d'éveil personnalisées	2 heures	S.O.
1^{er} cycle primaire (1^{re} et 2^e année)	10,5 heures d'enseignement	3 heures	2,5 heures par jour
2^e cycle primaire (3^e et 4^e année)	13 heures d'enseignement	5 heures	2 heures par jour
3^e cycle primaire (5^e et 6^e année)	13 heures d'enseignement	7,5 heures	2 heures par jour
1^{er} cycle secondaire (1^{re}, 2^e et 3^e secondaire)	15 heures d'enseignement	7,5 heures	5 heures par semaine
2^e cycle secondaire (4^e et 5^e secondaire)	15 heures d'enseignement	7,5 heures	5 heures par semaine

77306

A.M., 2022**Arrêté numéro 2022-032 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 11 mai 2022**Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1^o à 8^o du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

VU que l'arrêté numéro 2022-027 du 31 mars 2022 prévoit certaines mesures sanitaires;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de la pandémie de la COVID-19 permet d'assouplir certaines mesures mises en place pour protéger la santé de la population, tout en maintenant certaines d'entre elles nécessaires pour continuer de la protéger;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QU'aux fins du présent arrêté, on entende par « couvrisage » un masque ou un tissu bien ajusté qui couvre le nez et la bouche;

QU'il soit interdit à un établissement de santé et de services sociaux d'admettre dans une installation qu'il maintient où est exploité un centre hospitalier de soins généraux et spécialisés, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre local de services communautaires, une personne qui ne porte pas un couvre-visage ou de tolérer qu'une personne qui ne porte pas un couvre-visage s'y trouve, à moins :

- 1° qu'elle soit âgée de moins de 10 ans;
- 2° qu'elle déclare que sa condition médicale l'en empêche;
- 3° qu'elle y reçoive un soin, y bénéficie d'un service ou y pratique une activité physique ou une autre activité qui nécessite de l'enlever, auquel cas elle peut retirer son couvre-visage pour la durée de ce soin, de ce service ou de cette activité;
- 4° qu'elle retire momentanément son couvre-visage pour boire ou manger, ou à des fins d'identification;
- 5° qu'elle y travaille ou y exerce sa profession;
- 6° qu'elle consomme de la nourriture ou une boisson dans toute salle utilisée à des fins de restauration;
- 7° qu'elle se trouve dans son unité d'hébergement;
- 8° qu'elle se trouve dans un local ou une partie d'un tel lieu où seuls sont offerts des services en santé mentale;

QUE, malgré le paragraphe 5° de l'alinéa précédent, une personne qui travaille ou exerce sa profession dans un tel lieu demeure soumise aux règles applicables en matière de santé et de sécurité du travail;

QUE les deuxième et troisième alinéas s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à l'exploitant d'un cabinet privé de médecin, d'infirmière ou d'infirmière auxiliaire;

QU'il soit interdit à l'exploitant d'un service de transport collectif par autobus, minibus, métro, bateau, train ou avion d'y admettre une personne qui ne porte pas un couvre-visage ou de tolérer qu'elle se trouve dans un tel moyen de transport sans porter un couvre-visage, à moins :

- 1° qu'elle soit âgée de moins de 10 ans et qu'il ne s'agisse pas d'un élève qui se trouve dans un moyen de transport scolaire;

- 2° qu'il s'agisse d'un élève de l'éducation préscolaire dans un moyen de transport scolaire où il n'y a que des élèves de l'éducation préscolaire;

- 3° qu'elle déclare que sa condition médicale l'en empêche;

- 4° que le moyen de transport soit son lieu de travail habituel;

- 5° qu'elle consomme de la nourriture ou une boisson alors qu'elle se trouve dans une aire réservée pour la restauration ou la consommation de boissons;

- 6° qu'elle retire momentanément son couvre-visage pour boire ou manger, ou à des fins d'identification;

- 7° sur un traversier, qu'elle demeure à l'intérieur de son véhicule ou sur un pont extérieur;

- 8° qu'elle se trouve sur l'étage extérieur d'un véhicule;

QUE les interdictions prévues à l'alinéa précédent s'appliquent également, sous réserve des mêmes exceptions, au chauffeur d'un véhicule automobile utilisé à des fins de transport rémunéré de personnes autrement que dans le cadre de l'exploitation d'un service de transport collectif, sauf s'il s'agit de covoiturage;

QUE la personne dont le lieu de travail habituel est un moyen de transport visé au cinquième alinéa ou un véhicule automobile visé au sixième alinéa demeure soumise aux règles applicables en matière de santé et de sécurité du travail;

QU'il soit interdit à toute personne qui ne porte pas un couvre-visage :

- 1° d'accéder à une installation ou un cabinet visé au deuxième ou au quatrième alinéa ou de s'y trouver, à moins qu'elle soit visée par l'une des exceptions prévues au deuxième alinéa;

- 2° d'accéder à un autobus, un minibus, un métro, un bateau, un train ou un avion utilisé dans le cadre de l'exploitation d'un service de transport collectif ou à un véhicule automobile utilisé à des fins de transport rémunéré de personnes, sauf s'il s'agit de covoiturage, ou de se trouver dans un tel moyen de transport, à moins qu'elle soit visée par l'une des exceptions prévues au cinquième alinéa;

QUE l'arrêté numéro 2022-027 du 31 mars 2022 soit abrogé;

QUE les mesures prévues au présent arrêté prennent effet le 14 mai 2022.

Québec, le 11 mai 2022

Le ministre de la Santé et des Services sociaux,
CHRISTIAN DUBÉ

77307

A.M., 2022

Arrêté numéro 2022-033 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 11 mai 2022

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que ce décret prévoit que le ministre de la Santé et des Services sociaux peut prendre toute autre mesure requise pour s'assurer que le réseau de la santé et des services sociaux dispose des ressources humaines nécessaires;

VU que l'état d'urgence sanitaire a toujours été renouvelé depuis cette date par divers décrets, notamment par le décret numéro 816-2022 du 11 mai 2022;

VU que ce décret habilite également le ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1^o à 8^o du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

VU que l'arrêté numéro 2022-030 du 31 mars 2022 prévoit certaines mesures de ressources humaines;

CONSIDÉRANT QUE la situation actuelle de la pandémie de la COVID-19 permet d'assouplir certaines mesures mises en place pour protéger la santé de la population, tout en maintenant certaines d'entre elles nécessaires pour continuer de la protéger;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QU'aux fins du présent arrêté, on entende par :

1^o « agence de placement de personnel » une personne, société ou autre entité dont au moins l'une des activités consiste à offrir des services de location de personnel;

2^o « organisme du secteur de la santé et des services sociaux » un établissement de santé et de services sociaux, une ressource intermédiaire, une ressource de type familial ou une résidence privée pour aînés;

3^o « prestataire de services » une personne physique qui, dans le cadre d'un contrat de services, incluant un contrat de services de location de personnel, fournit à un organisme du secteur de la santé et des services sociaux une prestation de services;

QUE les dispositions nationales et locales des conventions collectives en vigueur dans le réseau de la santé et des services sociaux de même que les conditions de travail applicables au personnel salarié non syndiqué soient modifiées, afin de permettre à l'employeur de répondre aux besoins de la population, selon les conditions suivantes :

1^o les articles relatifs aux congés annuels sont modifiés pour permettre à toute personne de monnayer, à sa demande, ses journées de vacances à taux simple en lieu et place de la prise de journées de vacances qui excèdent celles prévues à la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1);

2^o les articles relatifs aux mouvements de personnel ayant trait, notamment, à la promotion, au transfert, à la rétrogradation, aux mutations volontaires, à la procédure de supplantation, au poste temporairement dépourvu de son titulaire, au remplacement, à l'affectation, à la réaffectation ou au déplacement du personnel sont modifiés pour permettre à une personne d'accepter volontairement un déplacement temporaire ou une affectation temporaire (intra ou inter établissement);

3^o aux fins du paragraphe précédent :

a) la personne qui accepte un tel déplacement ou une telle affectation bénéficie du salaire le plus avantageux, en plus de continuer de bénéficier des primes et suppléments rattachés à son poste ou à son affectation avant le déplacement, à l'exception des primes d'inconvénient;